

# UN LOGEMENT POUR TOUS

## L'urgence est de passer aux actes !

**Cent mille personnes sont sans-abri, des millions sont mal-logées, des centaines de milliers attendent un logement qui ne vient pas. Cette situation que nous connaissons tous, soit directement soit dans notre entourage, est intolérable !**

> **Intolérable la cherté des loyers** qui dans notre département représentent pour un simple deux pièces, plus de la moitié d'un SMIC.

> **Intolérable la pratique des expulsions** sans relogement, pratique d'un autre temps qui plonge des familles dans l'exclusion.

> **Intolérable le cynisme** des plus hautes autorités de l'Etat qui feignent de découvrir l'ampleur du mal alors que l'Etat ne cesse de diminuer sa participation financière dans la réhabilitation de logements souvent insalubres.

> **Intolérable l'immobilisme des Estrosi, Peyrat et C°** qui se dérobent à leurs responsabilités en matière de construction de logements sociaux. Résultat : les grandes villes des Alpes-Maritimes comptent de 4 à 12% de logements sociaux quand la loi en prévoit 20% !

**Pour toutes les personnes en situation de grande précarité, l'urgence est aujourd'hui d'avoir un toit, l'urgence c'est de passer aux actes !**

- **Pour défendre le droit au logement**
- **Pour l'arrêt des expulsions**
- **Pour un vrai service public du logement**

# MANIFESTONS

## > Samedi 10 mars <

15h30 Gare Riquier à Nice

# Des propositions pour le logement

## ● Il n'y a pas assez de logements

Il faut construire 120 000 logements à loyer modéré par an pendant au moins 5 ans.

## ● Les logements sont trop chers

Il faut encadrer le prix de la quittance et limiter les dépenses pour le logement (loyer, chauffage, eau, charges) à un maximum de 20% des revenus des foyers.

## ● Des maires réactionnaires refusent les logements sociaux

La construction de 20% de logements sociaux doit être obligatoire dans toutes les villes et dans toutes les constructions nouvelles de 10 logements et plus. Les maires volontairement hors-la-loi doivent devenir inéligibles !

## ● Pour tous ceux qui vivent le drame du mal logement

Un plan d'urgence de réquisition des logements vacants et l'interdiction des expulsions sans relogement décent doit être mis en place immédiatement. Avec la crise du logement il faut revoir les opérations de démolition. Nous voulons habiter dans des villes belles, mais il faut arrêter la destruction de logements sociaux décidée sans l'accord des locataires et qui visent à chasser les pauvres.

## ● Le logement est un droit

Chacun doit pouvoir se retourner devant les tribunaux contre l'Etat si son droit est bafoué : c'est le droit au logement opposable.

## ● On a tous notre mot à dire

Les associations de locataires et les usagers doivent participer au fonctionnement démocratique de ce service public de l'habitat.

## ● L'Etat doit financer le logement & en faire une grande cause nationale

Il faut un budget de l'Etat pour le logement d'au moins 2% du PIB, un encadrement des prix des loyers, le retour à une aide à la pierre de haut niveau et une augmentation des aides à la personne. Mais il faut aussi supprimer les cadeaux fiscaux aux plus riches qui construisent et louent des logements à des loyers inaccessibles pour la plupart des demandeurs !

## ● L'argent pour financer ces mesures existe : c'est le nôtre !

Il s'agit des 115 milliards d'euros issus de nos livrets A d'épargne collectés et gérés par la Caisse des Dépôts et Consignations. La mobilisation de cet argent suffirait à la construction des logements sociaux manquant aujourd'hui. D'autres mesures coûtent aussi de l'argent, mais elles peuvent largement être financées, en plus du réinvestissement de l'Etat, par le 1% logement et par la taxation de ceux qui bénéficient de la spéculation immobilière et de la hausse des loyers.

**PCF**

Parti communiste français

6 rue Balatchano 06300 Nice

[pcf06@free.fr](mailto:pcf06@free.fr) – blog : <http://www.pcf06.com/>